

Face aux Évolutions en Ukraine: les dilemmes de l'opposition biélorusse

Description

L'opposition biélorusse devrait-elle se réjouir des Évolutions des six derniers mois en Ukraine, ou bien craindre pour ses espoirs d'influencer le changement au pays ? Dans le nouveau contexte géopolitique, difficile de discerner la rengaine d'A. Loukachenka – selon laquelle lui seul peut garantir la stabilité du pays – aux yeux des Biélorusses.

Ceux qui connaissent l'histoire du drapeau et de la musique contemporaine biélorusses ont dû se réjouir en voyant des groupes de rock biélorusses jouer sur le Maidan et des drapeaux blanc-rouge-blanc être brandis dans les meetings à Kiev. Mais c'était la phase initiale de la révolution en Ukraine. Quelques mois plus tard, l'euphorie des débuts quant à la possibilité que de telles scènes se produisent à Minsk a laissé place au constat qu'au Biélorus l'opposition divisée aurait à s'unir non tant contre son ennemi juré, le président Aliaksandr Loukachenka, mais plutôt contre une possible menace extérieure de Moscou.



Résultat d'un mélange de répression, d'intimidation et d'une décennie d'habile propagande, la marge de manœuvre, déjà étroite, que l'autoritaire régime d'A. Loukachenka laisse à l'opposition au Biélorus est réduite plus encore suite aux récents Évolutions en Ukraine. La destitution du président ukrainien Viktor Ianoukovitch en février a suscité l'espoir que l'opposition biélorusse pourrait être galvanisée et mener une action similaire à celle du Maidan à Kiev. Mais lui succédèrent la désillusion et l'incertitude après que l'Ukraine a été amputée de la Crimée en mars. Compte tenu du risque que le Kremlin resserre encore son emprise sur les pays de la CEI, Biélorus compris, l'opposition pourrait bien se retrouver malgré elle à soutenir partiellement certaines des politiques d'A. Loukachenka, ou du moins se montrer neutre face aux Évolutions en Ukraine.

Le visage composé de l'opposition biélorusse

Le Président A. Lukashenka et son appareil ont tout fait pour décimer, infiltrer, discerner et diviser l'opposition au Biélorus depuis qu'ils ont pu s'y consacrer sans crainte d'une condamnation extérieure efficace. Ceux qui refusent d'être embrigadés ou intimidés ont subi des vagues d'arrestations, ou de lourdes amendes infligées sous des prétextes fallacieux. Contre les plus coriaces, ce furent des peines de prison, des passages à tabac, des saisies de biens, des licenciements et pertes des revenus, des fouilles du domicile et des bureaux, etc. Et il y a eu de nombreuses disparitions et des meurtres mystérieux. Quitter le pays devint l'unique alternative pour certains opposants. Aussi l'opposition biélorusse est-elle aujourd'hui un ensemble confus, largement marginalisé, divisé et

d'orienter, de groupes politiques ou quasi-politiques gravitant le plus souvent autour de personnalités connues, que le régime autorise à fonctionner ou s'abstient de provoquer directement. Ces groupes ne sont plus représentés au Parlement, mais conservent malgré tout une influence sur le pays et sur la politique d'Aloukachenka, même si ce dernier ne l'admettrait jamais ouvertement.

Les efforts constants dans la durée de l'administration du Président pour discréditer et diminuer les personnages clés de l'opposition ont considérablement nuí l'image de ces derniers, tant chez eux qu'à l'étranger. Les médias officiels présentent ceux qui se sont coalisés autour d'opposants exilés en Pologne, ou qu'ils associent à la télévision de semi-opposition Belsat (qui émet au Bélarus depuis la Pologne), comme les suppôts d'intérêts occidentaux et des ambitions irrédentistes de la Pologne. Des candidats à la présidentielle ont été diffamés, accusés tant d'être des larbins de la Russie ou des agents à la solde de l'Occident. Le Bélarusse moyen, qui a un accès limité aux médias libres, indépendants ou occidentaux, est réceptif aux thèses du complot, même les plus absurdes, que diffusent des blogueurs suspects sur internet et que reprennent souvent les médias officiels. On entend aussi beaucoup parler de l'infiltration, voire de la manipulation de l'opposition par l'appareil de sécurité, pléthorique et puissant au Bélarus à tout ça pour faire croire aux Occidentaux que s'impliquer auprès de tels «inutiles» n'a aucun sens.

Pour empêcher des collaborations significatives de s'établir, le financement étranger d'organisations non-gouvernementales est interdit. La législation régissant la création et l'enregistrement des organisations de la société civile, déjà restrictive et arbitraire, a été durcie en octobre 2011 à l'encontre de celles qui reçoivent des fonds de l'étranger ou y détiennent des comptes en banque. Combiné à l'article 193 du code pénal, qui qualifie de crime le fait de toucher à «des fonds étrangers en violation de la loi nationale», cela a eu un effet ravageur sur le quotidien des ONG et contraint certaines à la clandestinité. L'effet net de ces mesures est qu'une grande partie de l'opposition basée au Bélarus doit se contenter d'avoir un programme et des propositions dociles, en accord limité avec le Président et sa politique, pour éviter d'être bannie en bloc ou primée, et simplement pour être tolérée. Guère étonnant alors que beaucoup d'Occidentaux perçoivent l'opposition au Bélarus comme faible et sans dessein, ou n'existant qu'en «mode survie». Peu d'entre eux sont au fait de ce qu'il en coûte, qu'une résistance entière est difficile voire impossible, et que la plupart des figures de l'opposition estime qu'une coopération limitée et sélective avec le régime est la voie à suivre.

Qui en est, qui n'est pas ?

La récente sortie de prison de Zmitser Dachkevitch, le leader de Malady Front [Front Jeune], et de Pavel Seviarynets, l'un des chefs des Chrétiens Démocrates bélarusses, a semblé redonner du poil de la bête à l'opposition, qu'Aliaksey Ianoukevitch le leader du nationaliste Front Populaire Bélarusse (BNF) - avait critiqué en février dernier comme étant «guidée par l'apathie». A. Ianoukevitch dit aussi que les événements à Kiev «en avaient inspiré beaucoup» et qu'il espérait qu'ils «rèveilleraient les gens partageant les mêmes idées au Bélarus»[1]. Anatol Liabiedzka du Parti Civique Uni (OGP) qualifie l'Euromaidan de «lutte contre l'autoritarisme même d'envoyer un signal aux pays voisins»[2] à l'encore une insinuation prudente mais pleine d'espoir que Minsk pourrait s'attendre à un scénario identique. Cependant Siarhej Kaliakine, le leader du parti gauchiste

Spravedlivyĭ Mir [Monde Juste], Ācarta vite cette idĀe, arguant que la majoritĀ de la population bĀlarusse Ā du fait de sa dĀpendance aux mĀdias dĀtat- ne semblait pas apprĀcier ce qui se passait en Ukraine. ExposĀs principalement au baratin officiel, beaucoup de BĀlarusses ordinaires semblent avoir pris leurs distances avec la rĀvolution en cours chez leurs voisins, et lĀopposition nĀa pas eu le choix que de prendre en compte leur opinion.

AprĀs ce timide ĀpicĀ de ferveur rĀvolutionnaire, les choses commencĀrent Ā sĀtioler Ā mesure quĀ empirait la crise ukrainienne. LĀopposition apprĀt fin mars lors dĀune interview longue et rondement menĀe par Savik Schuster, animateur et producteur indĀpendant de tĀlĀvision ukrainien, du prĀsident Loukachenka[3] que ce dernier avait habilement utilisĀ les ĀvĀnements en Ukraine Ā son avantage Ā pour parfaire son image de chef dĀtat et dĀintermĀdiaire dans les nĀgociations rĀgionales, en plus de celle de garant de la stabilitĀ et dĀune relative indĀpendance par rapport Ā la Russie. Cela eĀt pour effet de refroidir les ardeurs de lĀopposition, plus encore que ne le fit la montĀe de lĀinstabilitĀ et du chaos en Ukraine. Comme on pouvait sĀy attendre, lĀarrestation prĀventive de leaders de lĀopposition Ā la veille de la marche annuelle en mĀmoire de Tchernobyl, le 26 avril Ā lĀun des rares anniversaires marquants sur leur agenda- se dĀroula selon le scĀnario habituel. La marche elle-mĀme mobilisa moitiĀ moins de participants quĀen 2013, coupant court aux espoirs dĀun renouveau dĀnergie ou dĀorientation Ā lĀintĀrieur du mouvement oppositionnel.

LĀopposition en exil, qui soit condamne le rĀgime et demande la tenue dĀĀlections libres, soit appelle au renversement du prĀsident en poste, Āmit un son de cloche plus radical concernant la voie Ā suivre pour le BĀlarus. Andreĭ Sannikaĭ¹, ancien candidat de lĀopposition aux prĀsidentielles et ancien prisonnier politique dĀsormais basĀ Ā lĀĀtranger, appela de nouveau Ā dĀmettre A.Loukachenka de ses fonctions, affirmant que, pour tragiques quĀils soient, les ĀvĀnements en Ukraine constituent une opportunitĀ de changer le systĀme au BĀlarus pour le mettre en conformitĀ avec les valeurs europĀennes[4].

De tels appels rencontrent peu dĀĀchos au pays cependant. Alors que la situation en Ukraine sĀaggravait, la perception de lĀimpact de la crise sur le BĀlarus, la Russie et la CEI dans son ensemble a ĀvoluĀ: dĀabord source dĀinspiration, elle devint source de prĀoccupation pour beaucoup, et de frayeur pour un certain nombre. Plusieurs figures importantes de lĀopposition demeurent derriĀre les barreaux, sous le coup de longues peines, comme Ales Bialiatki, le leader du mouvement de dĀfense des droits de lĀhomme Viasna, ou encore Mikalaĭ Statkievitch, candidat Ā la prĀsidentielle de 2010. Les dĀtentions provisoires et les arrestations dĀactivistes sont lĀ pour rappeler ce que Loukachenka rĀpĀte Ā tous les mĀdias: que le MaĀdan ne se produira pas au BĀlarus[5]. Plus de 30 activistes de lĀopposition ont fait lĀobjet de telles arrestations Ā lĀapproche des championnats du monde de hockey sur glace Ā Minsk de mai 2014. Plusieurs dĀfenseurs internationaux des droits de lĀHomme et de la dĀmocratie qui voyageaient ouvertement en tant que supporters ont vu leur visa rĀvoquĀ. Toutes ces actions tĀmoignent de ce quĀA.Loukachenka reste totalement maĀtre du paysage politique.

Constructivement rĀsignĀe

LĀopposition est tout Ā fait consciente du fait quĀA.Loukachenka nĀest plus vraiment Ā la manĀuvre lorsquĀil sĀagit des relations avec la Russie. Elle voit bien quĀil a su mettre la menace dĀune dĀstabilisation Ā lĀukrainienne, et la crainte que la Russie veuille absorber des pans de lĀĀconomie bĀlarusse, au profit dĀun chantage visant Ā le faire passer comme le

seul capable d'empêcher l'un ou l'autre scénario de se produire. Pour trompeuse que soit cette image de sauveur de la nation, sa logique impose irrésistiblement aux yeux du public bélarusse, qui effraient de plus en plus les images télévisées de violence armée et de tanks venues d'Ukraine. On ne s'attendra guère alors que le discours de l'opposition ait changé, passant de l'admiration pour Euromaidan à des assurances que «*le Bélarus n'est pas comme l'Ukraine*» - reflétant étrangement le mot d'ordre du président.

A.Loukachenka a clairement atteint son but: une situation où le critiquer ou s'opposer à lui serait largement perçu comme non-patriotique et nuisible à la souveraineté du Bélarus. L'impasse dans laquelle se trouvait déjà l'opposition avant le Maidan s'est encore accrue contraignant de fait les partis d'opposition à se résigner à soutenir leur propre adversaire.

Notes :

[1] Interview par la *Deutsche Welle* du 15.02.2014, consulté le 10 mai 2014 sur: www.dw.de

[2] *Ibid.*

[3] «*Svoboda Slova*» [Liberté d'expression] www.youtube.com/watch?v=tJu8I5-M4Fc, programme diffusé sur la chaîne de TV ukrainienne d'État *Perchy Natsionalny* (en russe) le 23 mars, consulté le 10 mai 2014 sur www.youtube.com

[4] Interview par la chaîne de TV *France24* du 8 mai 2014, consulté le 10 mai 2014 sur <http://charter97.org>

[5] Discours d'A.Loukachenka à la réception annuelle en l'honneur des forces armées et des agences de sécurité d'État bélarusses à l'occasion de la Journée des Défenseurs de la Patrie le 23 février 2014, tel que rapporté par www.tut.by le 10 mai 2014.

Traduit de l'anglais par : Anaïs Marin

[Lien vers la version originale du texte en anglais](#)

Vignette : Manifestation sur le Maidan à Kiev le 23 janvier 2014. Photo: Ilya Varlamov (zyalt.livejournal.com).

* Enseignant en journalisme international et de radio à l'Université de Salford, Manchester.

date créée

19/06/2014

Champs de Métier

Auteur-article : Marek BEKERMANN*